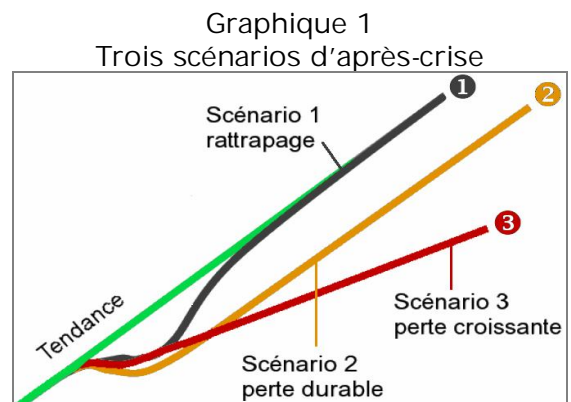


Pertes de PIB et facture de crise

note [hussonet](#) n°35, juillet 2011

Après trois ans de crise, où en est la croissance ? Car il faut s'y faire : la croissance du PIB est l'indicateur adéquat pour apprécier la bonne santé du capitalisme (le bien-être étant tout autre chose). Même si c'est le taux de profit qui est le vrai critère, son rétablissement peut difficilement être obtenu si la croissance ne redémarre pas. La question était de savoir si le creux de la récession allait être effacé. On pouvait *a priori* imaginer trois scénarios : le rattrapage de la tendance d'avant la crise, une perte durable, ou encore une perte croissante (graphique 1).

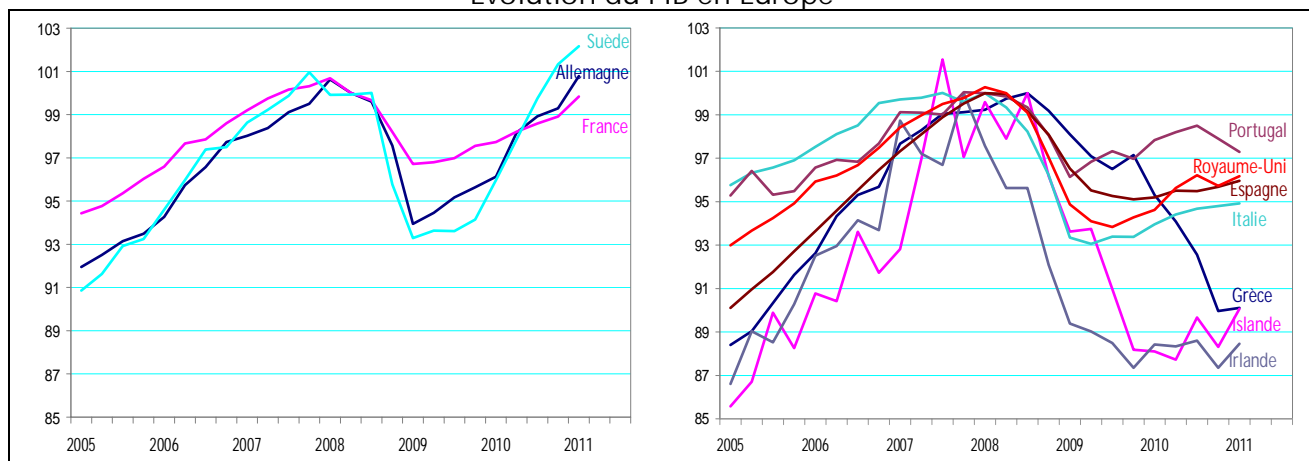


Les dernières données disponibles montrent qu'un grand nombre de pays se trouvent dans le cas de figure de perte durable. Au premier trimestre de 2011, certains n'ont pas encore rattrapé le niveau atteint par le PIB avant la crise. C'est le cas du Japon, du Royaume-Uni, de l'Espagne et de l'Italie. Les Etats-Unis, l'Allemagne et la Suède viennent juste de le faire, et la France n'en est pas loin. Mais retrouver le niveau de PIB d'avant la crise ne signifie pas que la perte sera effacée. Telle est une grille de lecture possible de la conjoncture.

L'Europe éclate

Si la France, la Suède et l'Allemagne ont effacé le creux, ce n'est pas le cas de nombreux autres pays : Espagne, Grèce, Irlande, Islande, Italie, Portugal, Royaume-Uni, qui ont durablement décroché ou peinent à redémarrer (graphique 2).

Graphique 2
Evolution du PIB en Europe



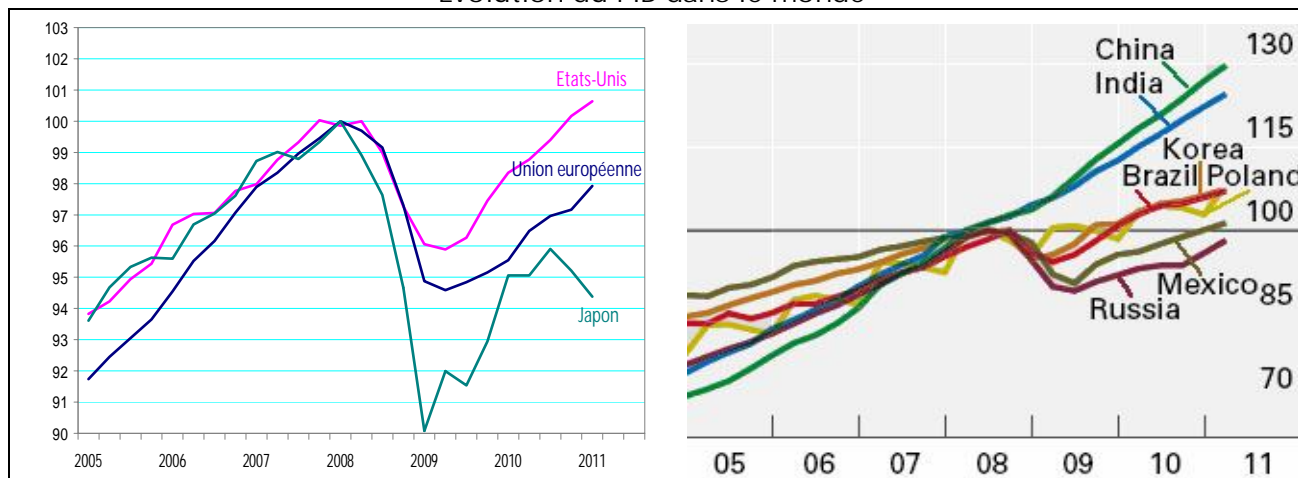
Base 100 = PIB maximum entre 2007 et 2008. Source : OCDE

Les vieux pays capitalistes sont à la traîne

Les Etats-Unis ont, pour l'instant, retrouvé leur rythme de croissance antérieur à la crise. L'Union européenne, prise dans son ensemble, y réussit plus difficilement et n'a pas comblé le trou. Enfin, le Japon en est loin, et son PIB repart à la baisse après la catastrophe nucléaire.

En revanche, la croissance des deux grands pays émergents (Chine et Inde) continue sur sa lancée, et la crise ne les a pratiquement pas affectés. D'autres (Brésil, Corée, Russie) ont subi un décrochage plus marqué (graphique 3).

Graphique 3
Evolution du PIB dans le monde



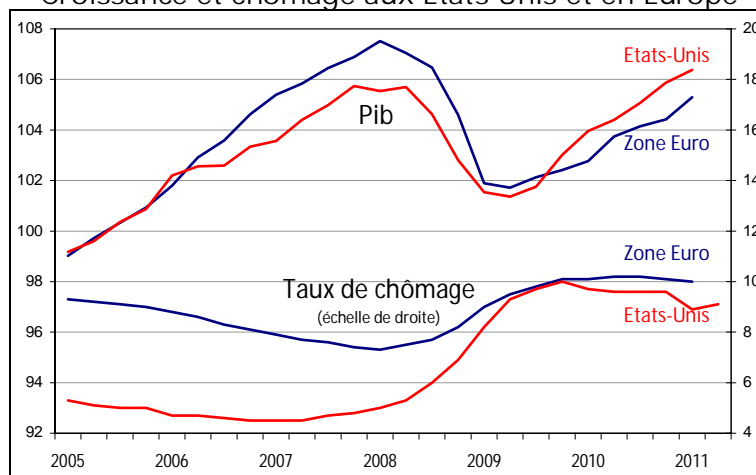
Base 100 = PIB maximum entre 2007 et 2008.

Source : OCDE ; Bank for International Settlements, [81st Annual Report](#), June 2011.

Le chômage s'incruste

Les Etats-Unis et l'Europe présentent le même profil. La croissance repart, mais le taux de chômage ne redescend pas la marche d'escalier que la crise lui a fait franchir (graphique 4).

Graphique 4
Croissance et chômage aux Etats-Unis et en Europe



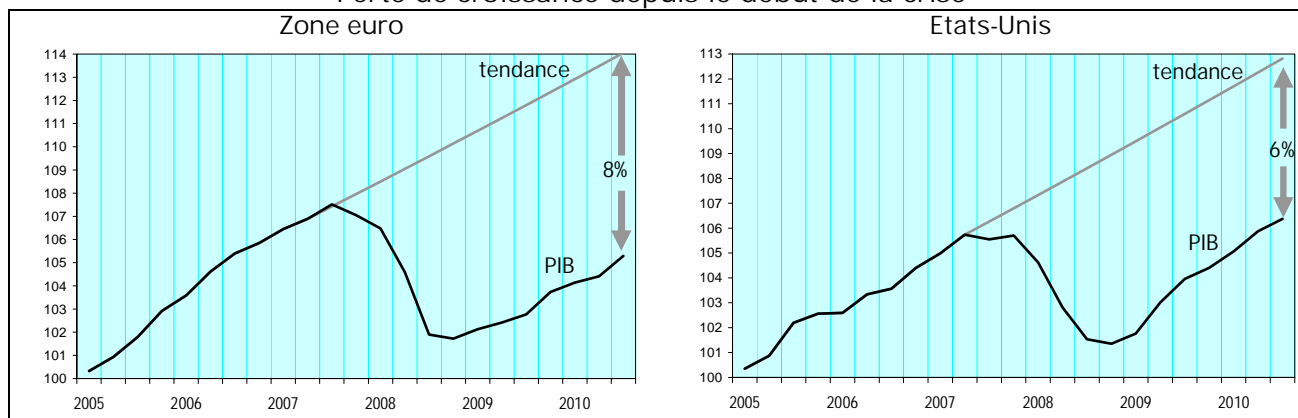
Source : OCDE.

La facture reste à payer

La perte de croissance semble donc irrémédiable. Cela veut dire que, même si les économies états-unienues et européennes retrouvent durablement leur rythme de croisière, le manque à gagner ne sera pas rattrapé. On peut en évaluer le montant, en comparant l'évolution du PIB à celui qu'on obtiendrait en prolongeant la tendance d'avant-crise.

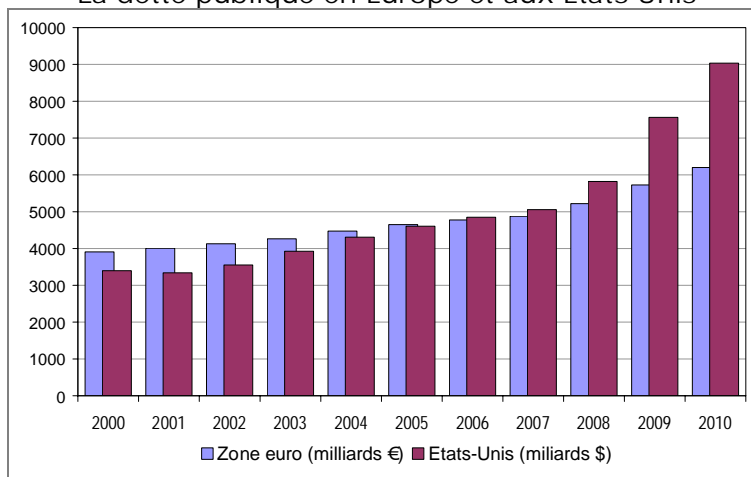
Cet exercice permet de proposer quelques ordres de grandeur. L'écart entre le PIB et sa tendance ressort à 8 % pour la zone euro, et à 6 % pour les Etats-Unis (graphique 5). En chiffres arrondis, le PIB des Etats-Unis est de 15000 milliards de dollars, celui de la zone euro de 11600 milliards de dollars (environ 9400 milliards d'euros). Bref, dans les deux cas, *le manque à gagner est de l'ordre de 900 milliards de dollars (750 milliards d'euros)*.

Graphique 5
Perte de croissance depuis le début de la crise



Ce manque à gagner se retrouve sous forme d'accroissement de la dette publique. Dans la zone euro, celle-ci a augmenté de 980 milliards d'euros entre 2008 et 2010. Sur la même période, elle a augmenté encore plus fortement aux Etats-Unis, de 3200 milliards de dollars (graphique 6).

Graphique 6
La dette publique en Europe et aux Etats-Unis



Source : [OCDE](http://www.oecd.org)

Le récit simplifié est finalement le suivant : la « perte de PIB » risquait d'entraîner l'effondrement de la montagne d'endettement. Pour limiter les dégâts, les Etats ont pris à leur charge ce manque à gagner. Leur problème est maintenant de savoir comment gérer cette dette, en cherchant évidemment à transmettre la facture à l'immense majorité de leurs citoyens. Mais ce projet se heurte à des obstacles de toutes sortes, et cette situation incertaine va peser durablement en rendant encore plus improbable le retour à la croissance d'antan. Si rien n'est fait pour dénoncer les dettes, leur amoncellement risque de mettre autant de temps à se résorber qu'il en a mis à se constituer. Et la croissance sera bridée, dans la même proportion où elle avait été artificiellement dopée avant la crise.